

communiqué de presse

**Le CNFL demande à ce que des suites concrètes soient données au « Rentendësch », et ce pour toutes les femmes**

Depuis sa création en 1975, le rôle du Conseil National des Femmes du Luxembourg (CNFL) est de participer à la mise en oeuvre d'une politique nationale basée sur l'Egalité des Chances entre Femmes et Hommes dans tous les domaines, y inclus la sécurité sociale.

Face aux décisions prises lors du Rentendësch, le CNFL peut constater certains éléments positifs tout comme la persistance de lacunes qui restent à combler :

- Le relèvement de certains seuils minima (en vue de l'obtention de la pension de survie, calcul des majorations forfaitaires, coexistence pension de survie et pension d'orphelin,...) profite, entre autres, aux femmes ayant dû interrompre leur activité professionnelle pour raisons légales (interdiction d'emploi de femmes) ou sociétales (absence de modes de garde pour enfants).
- L'extension des baby-years aux enfants nés avant 1988 répond à une revendication de longue date du CNFL. Néanmoins, le CNFL est d'avis que seule la création d'un « crédit de temps libre » constitue un moyen approprié permettant de traiter sur un pied d'égalité, au vu de la mise en compte des baby-years, toutes les femmes qu'elles aient, à la naissance de leurs enfants, cessé ou réduit leur activité salariée, respectivement continué à prester un travail salarié à plein temps.
- Les dispositions anti-cumul introduites par la loi de 1987 subsistent et pénalisent le conjoint survivant dans les cas où les époux ont tous les deux exercé une activité professionnelle. Le CNFL se prononce pour l'abolition pure et simple de ces dispositions.
- Se situant dans le domaine de la politique familiale, l'idée d'accorder une prime (dont le montant et les modalités de paiement restent à fixer par cadre légal) aux femmes ayant eu des enfants doit être matérialisée dans l'esprit de la politique d'égalité. Le CNFL se prononce pour l'octroi du bénéfice d'une telle prime à toute mère ( ou tout père), indépendamment du fait d'avoir également travaillé à l'extérieur du ménage.
- Le CNFL rappelle sa revendication de recalculer les pensions personnelles de vieillesse des femmes qui ont travaillé pour un salaire social minimum légalement plus bas que celui des hommes (jusqu'en 1963) en appliquant le salaire social minimum prévu pour les hommes.
- Le CNFL déplore que le splitting des droits à pensions, pourtant annoncé dans la déclaration gouvernementale, n'ait toujours pas été envisagé concrètement.

Le CNFL rappelle également que dans les conclusions de sa publication d'octobre 2000 sur « *la situation des femmes et des hommes dans le système de la sécurité sociale et de la fiscalité* », les auteures avaient esquissé des pistes à analyser afin de combiner la constitution de droits sociaux garantissant une protection adéquate des femmes et des hommes, d'une part, et la consolidation de notre système de sécurité sociale, d'autre part.